



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES  
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

A R D Cians – Var



Commune de Rigaud

**ARRETE DE POLICE DEPARTEMENTAL CONJOINT N° 2024-04-40**  
réglementant temporairement la circulation et le stationnement, en et hors agglomération,  
sur la RD 28, entre les PR 5+700 et PR 5+800 et entre les PR 7+400 et 7+500  
et sur la RD 128, entre les PR 0+130 et 4+570, sur le territoire des communes de RIGAUD et LIEUCHE

*Le président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

*Le maire de Rigaud,*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de la route ;  
Vu le Code de la voirie routière ;  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) et modifié le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;  
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;  
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;  
Vu l'arrêté de police permanent n° 2018-09-72, du 20 septembre 2018, réglementant les dispositions concernant les limitations de charge et de gabarit sur les routes départementales des Alpes-Maritimes ;  
Vu la demande du SICTIAM, 1047 route des dolines – 06905 SOPHIA-ANTIPOLIS en date du 18 mars 2024 ;  
Vu l'autorisation d'entreprendre les travaux n° 2024-149, en date du 05 avril 2024 ;

Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Cians-Var ;

Considérant que, pour permettre l'exécution de travaux de remplacement d'appuis Telecom, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, en et hors agglomération, sur la RD 28, entre les PR 5+700 et PR 5+800 et entre les PR 7+400 et 7+500, et sur la RD 128 entre les PR 0+130 et 4+570 ;

## ARRETEMENT

ARTICLE 1 - À compter de la date de signature et de publication du présent arrêté, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu'au vendredi 10 mai 2024 à 17 h 00, en semaine, de jour, de 08 h 00 à 17 h 00, la circulation de tous les véhicules, en et hors agglomération, sur la RD 28, entre les PR 5+700 et PR 5+800 et entre les PR 7+400 et 7+500 et sur la RD 128 entre les PR 0+130 et 4+570, pourra s'effectuer sur une voie unique d'une longueur maximale de 100 m, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables.

Les sorties riveraines devront se faire dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

La chaussée sera entièrement restituée :

- chaque jour à 17 h 00, jusqu'au lendemain à 8 h 00 ;
- chaque vendredi à 17 h 00, jusqu'au lundi à 8 h 00 ;
- chaque veille de jour férié à 17 h 00, jusqu'au lendemain de ce jour à 8 h 00.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée à partir du point d'application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées pourront circuler ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h hors agglomération, et 30 km/h en agglomération ;
- stationnement et dépassement interdits à tous les véhicules ;
- la largeur minimale de voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 - Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

Elles seront mises en place et entretenues, par les soins des entreprises INEO INFRACOM et SOCOM, chargées des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Cians-Var et des services techniques de la mairie de Rigaud, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 - Le chef de l'agence routière départementale et le maire de la commune de Rigaud, pourront conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive de la circulation, ou si les injonctions données par leurs agents à l'entreprise ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction :

Toute contravention au présent arrêté, sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 - Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours, devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arretes>), affiché et publié dans la commune de Rigaud ; et ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Rigaud,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l'agence routière départementale Cians-Var,
- M. le commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité n° 6,
- Les entreprises (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) :
  - INEO INFRACOM demeurant au 1035 Chemin de la plaine – 06250 MOUGINS / M. Ghaibouche / n° Astreinte : 06.76.55.79.91 ; e-mail : [zouhir.ghaibouche@equans.com](mailto:zouhir.ghaibouche@equans.com)
  - SOCOM demeurant au 1550 Route d'Auch – 82000 MONTAUBAN / M. Boubée / n° Astreinte : 06.20.96.81.84 ; e-mail : [t.boubee@socom31.fr](mailto:t.boubee@socom31.fr)

Chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

- Mme le maire de la commune de Lieuche,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- SICTIAM / M. Guenfoud / Business Pôle 2 – 1047 Route des Dolines – CS 70257 – 06905 SOPHIA-ANTIPOLIS  
CEDEX - N° Astreinte : 07.77.67.60.57 ; e-mail : [m.guenfoud@sictiam.fr](mailto:m.guenfoud@sictiam.fr),
- CD 06 / DRIT / CIGT ; e-mail : [emauryze@departement06.fr](mailto:emauryze@departement06.fr), [cigt@departement06.fr](mailto:cigt@departement06.fr), [fprieur@departement06.fr](mailto:fprieur@departement06.fr),  
[pbeneite@departement06.fr](mailto:pbeneite@departement06.fr), [cbernard@departement06.fr](mailto:cbernard@departement06.fr) et [saubert@departement06.fr](mailto:saubert@departement06.fr)

Rigaud, le

12 AVR. 2024

Le maire,



Francis MOYA

Nice, le

12 AVR. 2024

Pour le président du Conseil départemental  
et par délégation,  
Le directeur des routes  
et des infrastructures de transport,

Patrick CARY